

Biographie RÉGNANTS

- Charles VI le Fol
- Charles VII le Victorieux
- Louis XI
- Charles VIII
- Louis XII
- François 1er
- Henri II
- François II
- Charles IX
- Henri III
- Henri IV
- Louis XIII
- Louis XIV
- Louis XV
- Louis XVI
- Convention
- Directoire
- Général Bonaparte
- Napoléon 1er
- Louis XVIII
- Charles X
- Louis-Philippe 1er
- Louis Napoléon Bonaparte
- Napoléon III
- Adolphe Thiers
- Edme-Patrice de Mac-Mahon
- Jules Grévy
- Sadi Carnot
- Jean Casimir-Perier,
- Félix Faure
- Emile Loubet
- Armand Fallières
- Raymond Poincaré

Charles VI le Fol

1368 - 1422 / *Roi de France de 1380 à 1422*

Les premières années du règne de Charles VI, sous la régence de ses oncles, sont marquées par de nombreux troubles.

En 1385, il épouse Isabeau de Bavière.

En 1389, il chasse ses oncles du pouvoir et rappelle les anciens ministres de son père, nommés les Marmousets.

Son état de santé se dégrade cependant et ses parents reprennent rapidement le pouvoir. Le Bal des Ardents finit par le rendre complètement fou. L'absence de pouvoir laisse libre champ à Louis d'Orléans, Philippe de Bourgogne et Jean sans Peur pour se disputer le gouvernement.

L'assassinat du duc d'Orléans est le signal de la terrible guerre civile entre les Bourguignons et les Armagnacs en 1407.

Henri V en profite pour faire la guerre à la France, gagner à Azincourt en 1415 et conserver la Normandie.

Charles VI laisse la France dans une situation désastreuse à tous les niveaux.

Charles VII le Victorieux

1403 - 1461 / *Roi de France de 1422 à 1461*

5ème fils de Charles VI, il fut marié à Marie d'Anjou.

Attaché aux Armagnacs, il ne connaît le pouvoir qu'à partir de 1429. La situation catastrophique de la France, assiégée par les Anglais, ne trouve aucune solution dans les querelles des seigneurs français.

Il fuit de château en château, soutenu par sa maîtresse Agnès Sorel. Sa retraite à Chinon est sauvée par l'arrivée de Jeanne d'Arc. La reconquête du territoire s'opère méthodiquement jusqu'en 1431.

Charles VII profite de l'élan donné par la Pucelle pour renforcer son pouvoir. Il reconquiert Paris en 1436, réconcilie les grands seigneurs de France, signe le traité de Tours en 1444 avec le roi anglais Henri IV.

Secondé par l'argent de Jacques Cœur, l'artillerie de Jean Bureau, par le courage de ses capitaines, il recommence la guerre contre les Anglais, les chasse de Normandie après la victoire de Formigny en 1450.

La Guerre de Cent Ans s'achève en 1453.

Le roi réorganise le pays, mais il ne peut échapper aux nouvelles intrigues de pouvoir sur la fin de son règne.

Louis XI

1423 - 1483 / Roi de France de 1461 à 1483

Ambitieux dès sa jeunesse, il s'oppose à son père Charles VII. Soutenu par le duc de Bourgogne, il reçoit la couronne de France en 1461. Il commence dès lors une lutte contre les Anglais et tous les ennemis de la couronne qui allait durer 22 ans.

Son appétit de pouvoir ligue contre lui tous les grands princes du royaume avec à leur tête son jeune frère le duc de Berry, Charles. La défaite de Montlhéry l'oblige à signer un traité humiliant marquant le pillage du pays. Par une habile politique d'alliance mouvante, il récupère tout ce qu'il avait dû céder. Il met fin à la puissance de Charles le Téméraire, duc de Bourgogne et accroît le domaine royal de nombreuses principautés (Bourgogne, Picardie, Artois, Provence, Anjou, Maine, Barrois, ...). L'unité territoriale de la France est fondée. Louis XI participe à développer l'économie du pays. Il met en place la poste, favorise la culture du mûrier, l'industrie de la soierie. Il meurt au château de Plessis-lès-Tours et est enterré à Notre-Dame de Cléry.

Charles VIII

1470 - 1498 / Roi de France de 1483 à 1498

Né en 1470, son enfance fait de lui un homme sans grande intelligence pour la chose politique.

Les premières années de son règne sont administrées par sa sœur Anne de Beaujeu. Elle sauve la royauté d'une réaction féodale, dirige sagement les affaires du royaume, déjoue les prétentions des Etats-généraux de Tours en 1484. et triomphe des révoltes de la Guerre folle du duc d'Orléans. En 1491, il se marie avec Anne de Bretagne, au château de Langeais, amenant par cette union le duché de Bretagne au royaume.

Il gagne la paix par des traités lui faisant perdre de nombreux territoires (Artois, Cerdagne, Franche-Comté, Roussillon). Sa soif d'esprit chevaleresque le pousse à imaginer une nouvelle croisade, qui l'emmène jusqu'en Italie. Cette première campagne dans la péninsule force le respect de ses voisins malgré l'échec diplomatique qu'elle fut.

Il amorce dans le royaume la rédaction des Coutumes.

Louis XII

1462 - 1515 / Roi de France de 1498 à 1515

Duc d'Orléans, arrière petit-fils de Charles V, il est contraint d'épouser une des filles de Louis XI en 1476. Il échoue dans sa conquête du pouvoir contre Anne de Beaujeu lors des Etats-généraux de Tours en 1484.

Libéré de sa captivité par Charles VIII, il participe à la campagne d'Italie. Fait prisonnier par le prince Ludovic Sforza, il est libéré par le roi. Il prend la succession de son cousin en 1498.

Secondé par un habile ministre, le cardinal Georges d'Amboise, il gouverne le royaume avec sagesse.

Il reprend ses conquêtes en Italie, fait enfermer Ludovic Sforza dans la tour de Loches, mais finit par perdre le duché de Naples. Sa lutte contre le pape Jules II crée la Sainte Ligue contre la France.

Louis XII est un roi qui ramène la paix dans le pays, mais également la prospérité.

Les courtisans se moquaient de lui mais lui leur rétorquait : « J'aime mieux les voir rire que de voir mon peuple pleurer de ma dépense ».

François I^{er}

1494 - 1547

Roi de France de 1515 à 1547 / Propriétaire de 1535 au 31 mars 1547 / Roi le 1er janvier 1515

Après la victoire de Marignan sur l'armée suisse de Maximilien Sforza, duc de Milan, François I^{er} rencontre de nombreuses difficultés militaires. Malgré les alliances avec Henri VII, roi d'Angleterre (entrevue du Camp du Drap d'or), le roi connaît des défaites sur tous les fronts. Il perd la péninsule italienne en 1529 par la signature de la paix de Cambrai.

Son règne marque l'affirmation de l'absolutisme. Son goût des arts le place en grand mécène d'artistes majeurs tels Léonard de Vinci, Primatice, Cellini. Il fonde le Collège de France.

En 1539, il signe l'ordonnance de Villers-Cotterêts, acte fondateur de la primauté et de l'exclusivité du français dans les documents relatifs à la vie publique.

En 1535, par l'entremise d'Anne de Montmorency, il acquiert le château de Chenonceau contre paiement d'une dette d'Antoine de Saint-Ciergue.

Henri II

1519 - 1559 / *Roi de France de 1547 à 1559 / Propriétaire du 31 mars 1547 à juin 1547*

Arrivé au pouvoir, il installe Diane de Poitiers favorite à la place de la duchesse d'Estampes. Dès lors, les factions sont puissantes à la cour. Les Guises s'opposent aux Montmorency. Par une politique d'alliance et de conquêtes, il acquiert Boulogne, Metz, Toul et Verdun. Suite à plusieurs échecs face au roi de France, Charles Quint signe la trêve de Vaucelles (1156) avant d'abdiquer.

En lutte contre son fils Philippe II, le monarque, affaibli, doit signer en 1559 le traité de Cateau-Cambrésis. Henri II abandonne de nombreux territoires mais scelle de nouvelles alliances par deux mariages. Au cours de leur célébration, dans un tournoi, Henri est mortellement blessé.

Son règne fut marqué par les luttes religieuses et la répression contre les protestants.

En 1547, il offre à sa favorite, Diane de Poitiers, le château de Chenonceau

François II

1544 - 1560 / *Roi de France de 1559 à 1560*

Fils d'Henri II et de Catherine de Médicis, il laisse le gouvernement non à sa mère mais au duc de Guise et au cardinal de Lorraine, oncles de sa femme, Marie Stuart.

Les nobles et les protestants trament contre ses derniers la conjuration d'Amboise, qui est étouffée dans le sang. Défiés par les réformés à l'assemblée de Fontainebleau, les Guises attirent aux États-généraux d'Orléans leurs chefs, Antoine de Bourbon et le prince de Condé, qui ne sont sauvés que par la mort de François II.

Charles IX

1550 – 1574 / *Roi de France de 1560 à 1574*

Second fils de Henri II et de Catherine de Médicis, il succède à son frère François II.

Catherine de Médicis s'empare de la régence, tentant, dans un premier temps, d'obtenir la conciliation des deux partis, catholique et calviniste par plusieurs édits et colloques. Mais les ambitions de chacun mettent fin à cette entente et la guerre civile éclate suite au massacre de Vassy en 1562.

Déclaré majeur en 1563, après la paix d'Amboise, Charles IX laisse le pouvoir à sa mère. Les guerres de religion entrent dans un cycle de violence exacerbée, marquée par le massacre de la Saint-Barthélemy le 24 août 1572. Assumant la pleine responsabilité de cet acte, il sombre dans la folie. Alors que la cinquième guerre de religion éclate, il meurt sans héritier.

Il composa de nombreux poèmes, fixa le commencement de l'année au 1er janvier, apporta de nombreuses améliorations à la justice et aux tribunaux de commerce.

Henri III*1551 – 1589 / Roi de France de 1574 à 1589*

Troisième fils d'Henri II et de Catherine de Médicis, il succède à son frère Charles IX. Rapidement, Catherine de Médicis l'implique dans la cinquième guerre de religion. Interrompue temporairement par l'édit de Beaulieu (Indre) en 1576, elle reprend ensuite avec acharnement la même année avec les Etats-généraux de Blois qui le placent à la tête de la Ligue. Supplanté par le duc de Guise, son pouvoir perd rapidement de son importance. Chassé de Paris lors de la journée des Barricades le 12 mai 1588, il est forcé par les Ligueurs de convoquer les Etats-généraux à Blois. Il en profite pour faire assassiner le duc de Guise, et se réconcilier avec son plus proche héritier Henri de Navarre. Sa femme, Louise de Lorraine, hérite du château de Chenonceau, et en fait le lieu de son veuvage. Le moine dominicain Jacques Clément, pour venger la mort du duc de Guise, commet un régicide, faisant disparaître la branche royale des Valois.

Henri IV*1553 - 1610 / Roi de France de 1589 à 1610*

Premier roi de France de la maison de Bourbon, fils d'une mère huguenote, Jeanne d'Albret, il devient roi de Navarre en 1570. Il épouse Marguerite de Valois, sœur de Charles IX, à Paris, la veille de nuit de la Saint-Barthélemy. Il échappe au massacre en abjurant sa foi calviniste. Surveillé au Louvre, il s'échappe et se rétracte à Tours pour se mettre à la tête d'une nouvelle guerre de religion.

Suite à l'assassinat d'Henri III en 1589, son accession au trône de France rencontre de très fortes oppositions. Il décide finalement d'abjurer solennellement le calvinisme le 25 juillet 1593 et se fait sacrer à Chartres le 25 février 1594. Sa politique de conciliation permet de mettre fin aux guerres par la soumission du dernier des grands Ligueurs, le duc de Mercœur et la signature de l'édit de Nantes en 1598. Il décide dès lors de travailler à rétablir le respect des lois et de l'autorité royale, à reconstituer l'administration et les finances, à créer une marine, et à favoriser les activités économiques. Il se remarie en 1600 avec Marie de Médicis. Il meurt en 1610 sous les coups de poignards de François Ravallac.

Louis XIII*1601 - 1643 / Roi de France de 1610 à 1643*

Fils aîné d'Henri IV et de Marie de Médicis, il est placé sous tutelle de sa mère à la mort de son père jusqu'en 1617. Cette régence est marquée par le retour des luttes des Grands. Cette régence, dominée par Concini, se révèle catastrophique. La très mauvaise gestion des affaires de la reine entraîne de graves troubles dans le royaume et crée chez le petit roi un très lourd sentiment d'amertume. Marie de Médicis doit convoquer les Etats-généraux en 1614 pour calmer les esprits de fronde.

Le 21 novembre 1615, Marie de Médicis marie le roi à Anne d'Autriche, infante d'Espagne, perçue comme une humiliation, un mariage avec une ennemie.

Le 24 avril 1617, Louis XIII accède au pouvoir en ordonnant l'assassinat de Concini et l'exil de Marie de Médicis à Blois.

En 1619, la reine mère s'échappe du château de Blois et lève une armée contre son fils qui choisit de se réconcilier avec elle, lors du Traité d'Angoulême le 30 avril 1619, et lui cède les villes d'Angers et de Chinon, mais lui interdit de revenir au conseil. En 1620, Marie de Médicis déclenche une guerre civile qui se conclut par sa défaite totale à la bataille des Ponts-de-Cé le 7 avril 1620, où le roi commande personnellement. Par crainte de voir sa mère poursuivre des complots, le roi accepte son retour à la cour de France, et se réconcilie avec elle sous l'influence de Richelieu.

En 1624, le cardinal Richelieu entre au conseil du roi et impose au roi une politique basée sur l'affaiblissement de la maison d'Autriche, la ruine du parti protestant, et la destruction de l'aristocratie. Il fut un roi sans pitié pour ses ennemis et parfois pour ses amis.

Louis XIV

1638 - 1715 / *Roi de France de 1643 à 1715*

Roi pendant 72 ans, Louis XIV a marqué le grand Siècle par l'éclat de son règne.

De 1648 à 1661, la régence de sa mère Anne d'Autriche et de Mazarin est marquée par la fin de la guerre de Trente Ans et la guerre contre l'Espagne mais aussi par la révolte de la Fronde.

Louis XIV construit une monarchie absolue en imposant ces idées. Il accroît le territoire français par une politique de « pré carré » par les guerres et les mariages, sécurise les frontières en bâtissant une « ceinture de fer » sous la direction de Vauban. Il favorise un développement économique, commercial et industriel participant à la mise en place d'un mercantilisme sous la direction de Colbert.

Le mécénat royal permet un essor artistique dans tous les domaines.

Le château de Versailles contribue à la création d'un Etat centralisé et absolutiste, par la mise au pied de la noblesse et des Parlements, la mise en place des intendants.

Son mariage ne l'empêche pas d'avoir de nombreuses maîtresses, dont la plus célèbre, Madame de Maintenon devient sa femme en 1683.

Le règne du « Roi Soleil » marque profondément la France et l'Europe aux XVIIème et XVIIIème siècles.

Louis XV

1710 - 1774 / *Roi de France de 1715 à 1774*

Arrière-petit-fils de Louis XIV, les premières années de son règne sont celles de la régence du duc d'Orléans.

Marié à Marie Leszczyńska, il suit une éducation sous la direction du duc de Villeroy.

De 1726 à 1743, le royaume est dirigé par le Cardinal de Fleury en qui le roi a toute confiance. La prospérité et la paix sont les principales préoccupations de ce ministre.

A sa mort, Louis XV choisit de gouverner sans ministre. L'impopularité des guerres ternit alors l'image du roi.

En 1744, advient « l'épisode de Metz ». Louis XV tombe gravement malade au siège de cette ville, les médecins pronostiquent une mort imminente. Lors, le premier aumônier du roi refuse de lui donner l'absolution si il ne confesse pas en public tous ses péchés. Colporté dans tout le pays par le clergé, la confession royale ternit le prestige de la monarchie. Le roi cherche le réconfort dans l'adultère. Cela augure de sa rencontre avec Madame de Pompadour qui favorise entre autre le duc de Choiseul, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de 1758 à 1770. Désavoué, il est remplacé par le chancelier Maupeou. « Le duc de Choiseul, exilé à Chanteloup (près d'Amboise), y avait toute la France », observe l'abbé Morellet en 1773.

La fin du règne est marquée par l'arrivée dans la vie du roi de Madame du Barry, et les remords de sa vie dissolue.

Louis XVI

1754 – 1793 / *Roi de France puis des Français de 1774 à 1792*

Marqué par une éducation stricte et religieuse, le petit-fils de Louis XV épouse en 1770 l'archiduchesse Marie-Antoinette d'Autriche.

Son règne est marqué par de nombreuses tentatives de réformes économiques et institutionnelles. Il parvient à abolir la torture en 1780, adopte une politique de tolérance vis-à-vis des protestants, met en place une unification des poids et mesures.

Mais le blocage systématique des réformes par la noblesse et le clergé est le problème politique majeur. A ceci, s'ajoute le déficit croissant, problème économique principal. Afin de trouver une solution, il se décide à convoquer les Etats généraux.

Le 10 août 1789, il devient « Louis, par la grâce de Dieu, et la loi constitutionnelle de l'État, Roi des Français ». La fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes accélèrent sa chute.

Le 10 août 1792, Louis XVI est suspendu par l'Assemblée et détrôné lors de la première séance de la Convention nationale qui décrète, le 21 septembre 1792 que « la royauté est abolie en France ».

Lors de son procès, il est déclaré coupable de « conspiration contre la liberté publique et la sûreté générale de l'État » par la Convention nationale.

Il est guillotiné le 21 janvier 1793 à Paris, place de la Révolution

Convention nationale

1792 – 1795

La Convention nationale est le nom donné à l'assemblée qui succède officiellement à l'Assemblée législative et qui dura du 20 septembre 1792 au 26 octobre 1795. La Convention assura le pouvoir exécutif de la Première République française après la déposition de Louis XVI et l'abolition de la Monarchie. Elle institua entre autre la circulation des assignats dont la valeur est assignée aux biens nationaux confisqués.

Du 21 septembre 1792 au 2 juin 1793, la Convention girondine est dominée par les modérés girondins. Elle fut marquée par le procès du roi, la mise en place de la levée de 300000 hommes pour combattre les ennemis de la Révolution,

Du 2 juin 1793 au 27 juillet 1794, la Convention montagnarde est dominée par les Montagnards après l'éviction des Girondins. Elle est dominée par le Comité de Salut public et le Tribunal révolutionnaire. Robespierre instaure la Terreur légale, lui permettant de prendre des décisions fortes telles que la loi du maximum général, la loi de la levée en masse.

Les victoires militaires (Fleurus) permettent entre autre de clore cette période par la condamnation à mort de Maximilien Robespierre.

Du 27 juillet 1794 au 26 octobre 1795, la Convention thermidorienne mit fin au gouvernement révolutionnaire et marqua le retour au pouvoir d'une république bourgeoise libérale et modérée.

Directoire

1795 – 1799

Le Directoire est le régime politique français chargé du pouvoir exécutif entre le 26 octobre 1795 (4 brumaire an IV) et le 9 novembre 1799 (18 brumaire an VIII). La Constitution de l'An III décide qu'un Conseil des Anciens élit cinq directeurs.

Après le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797), le Directoire se retrouve aux mains d'un triumvirat chargé de protéger les intérêts de la bourgeoisie florissante. Les victoires du général Napoléon Bonaparte financent les difficultés financières. L'assignat est abandonné le 19 février 1796, par trop déprécié.

Rapidement accusé de corruption, le Directoire ne résiste pas au coup d'Etat du 18 brumaire qui donne naissance au Consulat.

Général Bonaparte

1769 - 1821 / Consul de 1799 à 1804

Après des études au collège d'Autun, puis à l'école militaire de Brienne, il sort avec le grade de lieutenant d'artillerie à l'âge de 16ans.

Il s'illustre pour la première fois au siège de Toulon. Proche du Directeur Barras, il mate la rébellion royaliste du 5 octobre 1795 et devient Général de l'Armée de Paris. En 1796, il tombe amoureux de Joséphine de Beauharnais et part en campagne en Italie. Il vole de victoire en victoire.

En 1798, il part en campagne en Egypte mais échoue à Aboukir.

Le 9 novembre 1799, il organise le Coup d'Etat du 19 Brumaire et devient Consul provisoire.

Napoléon I^{er}

1769 - 1821 / Empereur de 1804 à 1814

Suite au coup d'Etat du 18 Brumaire de l'An VIII, le général Bonaparte devient consul provisoire, puis Premier Consul.

Le 18 mai 1804, il est sacré Empereur des Français sous le nom de Napoléon I^{er}.

Il réorganise et réforme l'Etat et la société française. Il met en place « les masses de granit », à savoir des institutions appelées à permettre une gestion du pays pendant ses absences en campagne militaire. Il institue la légion d'honneur, les préfets, le code civil entre autre. Ses campagnes militaires l'amènent à conquérir une grande partie de l'Europe. Ses premières défaites conduisent à la mise en place d'une coalition des ennemis de l'Empire. La campagne de France s'achève par l'abdication de l'Empereur le 11 avril 1814.

Du 1^{er} mars au 18 juin 1815, il tente de revenir au pouvoir pendant ce qui fut appelé Les Cent Jours.

Il termine son existence, exilé sur l'île de Saint Hélène.

Louis XVIII

1755 - 1824 / Roi de 1814 à 1824

Sous Louis XVI, il participe à la chute du ministre Calonne. La Révolution française en fait un émigré à Bruxelles dès juin 1791. Déchu de ses droits par l'Assemblée législative, il prend néanmoins le titre de régent de son neveu Louis XVII.

Il vit une longue errance sous le Directoire, le Consulat et le Premier Empire.

1814 marque le rétablissement des Bourbons. Le 6 avril 1814, il monte sur le trône. Le 2 mai, il signe la Déclaration de Saint-Ouen, où il abandonne ses droits légitimes et pose les bases d'une constitution libérale, promet une Charte. L'épisode des Cent Jours l'amène à quitter Paris et se retire à Gand. La défaite de Waterloo, et les intrigues de Fouché lui rendirent le trône.

La Chambre des députés de cette période oscille entre phases ultras défendant la monarchie et phases libérales, respectivement récessives et progressives.

Il meurt sans descendance.

Charles X

1757 - 1836 / Roi de 1824 à 1830

Petit-fils de Louis XV, il est immédiatement hostile à la Révolution française. Il participe à la révolte chouanne en Vendée, mais refuse de débarquer sur le sol français pour se battre. Il se réfugie en Grande-Bretagne.

Sous Louis XVIII, il devient chef des ultraroyalistes.

En 1824, il monte sur le trône, mais sa politique rencontre une très forte opposition libérale. La Chambre des députés se montra toujours hostile au gouvernement. Devant cette situation bloquée, Charles X pensa pouvoir changer la Charte. Les ordonnances du 25 juillet provoquent à Paris trois jours de combat. Charles accepte d'abdiquer le 2 août 1830, en faveur de son petit-fils. Il se retire en Angleterre, entre autre.

Louis-Philippe I^{er}

1773 - 1850 / Roi de 1830 à 1848

Fils de Philippe Egalité, il est titré duc de Valois et duc de Chartres. Favorable à la Révolution, il participe à la bataille de Valmy. Mais l'année 1793 l'amène à fuir en Autriche et à mener une vie d'errance, entre autre aux Etats-Unis d'Amérique jusqu'en 1814.

Sous la Restauration, sa popularité grandit car il incarne une opposition mesurée.

En 1830, il est reconnu Roi des Français, à l'image de Louis XVI, par la Chambre des députés lors de la Révolution de Juillet pendant les Trois Glorieuses.

Son début de règne est basé sur le compromis et la prospérité. Des désirs monarchistes et conservateurs, incarné par son ministre François Guizot, sont perturbés par une crise économique forte.

Louis Philippe I^{er} décide d'abdiquer et s'exile en Angleterre.

Louis Napoléon Bonaparte

1808 – 1873 / Président de la République du 10 décembre 1848 au 2 décembre 1851

Fils de Louis Bonaparte et d'Hortense de Beauharnais, il se présente aux élections présidentielles suite à l'abdication de Louis Philippe Ier.

Il est élu le 10 décembre 1848 avec 74% des voix au suffrage universel masculin, soit 5334226 suffrages. Il profita de l'aide de la droite conservatrice et monarchiste pensant le manœuvrer facilement. Les socialistes en firent de même, se référant à la brochure « L'extinction du paupérisme » qu'il avait su diffuser largement.

La Constitution de la Seconde République imposait la non rééligibilité du président. Après avoir tenté de réviser. Après l'échec du projet de révision de la Constitution, il n'eut pas d'autre issue que le coup d'Etat.

Napoléon III

1808 - 1873 / Empereur de 1852 à 1870

Le président Louis-Napoléon Bonaparte décide d'un coup d'Etat le 2 décembre 1851 qui lui permet de mener la restauration impériale pour exercer un pouvoir personnel à son profit.

Le 7 novembre 1852, un sénatus consulte rétablit le régime impérial. Le 2 décembre 1852, débute le Second Empire. Louis-Napoléon Bonaparte devient Napoléon III. Il épouse alors Eugénie de Montijo.

De 1852 à 1859, il impose un régime autoritaire, imposant la censure, accaparant tous les pouvoirs. La prospérité économique est portée par la révolution industrielle. Paris est transformé par le Baron Haussmann.

A partir de 1859, il choisit une politique plus libérale, fait légaliser le droit de grève, libéralise le droit de réunion et les débats parlementaires.

Suivant le parti belliqueux contre son gré, il déclare la guerre à la Prusse en 1870. Les nombreuses défaites militaires marquent la fin de l'Empire. La défaite de Sedan sonne le glas de l'Empereur. Des députés, dont Léon Gambetta, proclament la République.

Adolphe Thiers

1797 - 1877 / Président de la République française du 18 août 1871 au 24 mai 1873

Ministre et président du Conseil sous la Monarchie de Juillet, député sous la Seconde République et le Second Empire, il est l'un des chefs de la droite orléaniste.

Progressivement, il évolue vers la gauche avec l'approbation du roi.

Républicain, il soutient la Révolution de 1848 après avoir rallié la droite conservatrice contre les socialistes. Il appuie la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte contre Lamartine.

Néanmoins, il s'oppose au coup d'Etat de Napoléon et se tient en retrait sous le Second Empire. En 1863, il devient député et chef de l'opposition libérale.

Le 17 février 1871, il est élu par l'Assemblée nationale « chef du pouvoir exécutif de la République française ». Depuis Versailles, chef du gouvernement, il écrase l'insurrection de la Commune de Paris dans le sang. L'opposition monarchiste l'amène à démissionner le 24 mai 1873.

Marie Edme-Patrice de Mac-Mahon

1808 - 1893 / Président de la République française du 24 mai 1873 au 30 janvier 1879

Général de division en Algérie, 1832 à 1855, il se distingua au siège de Constantine.

Pendant la Guerre de Crimée, il mena avec succès le siège de Malakoff, prononçant en ces lieux son célèbre « J'y suis, j'y reste ».

De retour en France auréolé de gloire, il devient sénateur, retourne en Algérie puis en Italie. Suite à la victoire de Magenta, il devient maréchal et duc de Magenta des mains de Napoléon III.

En 1870, il est fait prisonnier à Sedan puis est chargé de réprimer la Commune.

En 1873, il est élu président de la République, appliquant une politique d'ordre moral, cherchant à inscrire des idées monarchistes dans la République.

Il choisit de démissionner le 30 janvier 1879, suite à la défaite des élections sénatoriales remportées par les Républicains de gauche. Il mourut près de Montargis.

Jules Grévy

1807 – 1891 / Président de la République du 30 janvier 1879 au 2 décembre 1887

Il est issu d'une famille aux convictions républicaines.

Avocat de formation, il plaide contre les monarchistes lors de procès politiques sous la Monarchie de Juillet.

Sa fille, Alice, se marie avec Daniel Wilson, propriétaire de Chenonceau en sa présence et en celle de Jules Ferry.

Marguerite Wilson fut certainement la maîtresse du président.

Profondément républicain, il rend au Panthéon de Paris le statut de temple républicain à l'occasion du décès de Victor Hugo en 1885.

En 1887 éclate le scandale des décorations : le gendre du président, Daniel Wilson a été convaincu de trafic d'influence. Il vendait des nominations dans l'Ordre de la Légion d'honneur. Les chambres contraignent alors Grévy à la démission le 2 décembre.

Sadi Carnot

1837 - 1894 / Président de la République du 3 décembre 1887 - 24 juin 1894)

Ingénieur des Ponts et Chaussées de formation, il est élu député de la Côte-d'Or en 1871 avant d'être préfet de la Seine-Inférieure.

Il devient ministre des Finances en 1885.

Suite à la démission de Jules Grévy liée à l'affaire des décorations, Sadi Carnot est élu président de la République.

Le début de son mandat est marqué par l'agitation boulangiste et le scandale de Panama. L'agitation syndicale et anarchiste contre les lois scélérates (réduction des libertés de presse et de réunion) est en partie responsable de l'assassinat de Sadi Carnot par l'anarchiste Sante Caserio. Il repose au Panthéon avec son grand-père Lazare Carnot.

Jean Casimir-Perier

1847 – 1907 / Président de la République du 6 juin 1894 au 15 janvier 1895

Il commença sa carrière politique en devenant secrétaire de son père ministre de l'Intérieur sous Adolphe Thiers.

Elu conseiller général de l'Aube en 1874, il devient député du département en 1876 sous la bannière des Républicains de gauche.

Sous secrétaire d'Etat à la guerre de 1883 à 1885, il devient vice-président puis président de la Chambre jusqu'en 1894.

Le 24 mai 1894, il est élu par l'Assemblée président de la République. Six mois plus tard, il démissionne, se sentant ignoré par le gouvernement. Dreyfusard, il termine sa vie loin de la politique.

Félix Faure

1841 – 1899 / Président de la République du 17 janvier 1895 au 16 février 1899

Bourgeois, il commence sa carrière politique comme député républicain modéré. Il fut ministre de la Marine en 1894 et 1895.

Le 17 janvier 1895, il est élu président de la République. Il participe au rapprochement avec la Russie, investie dans l'expansion coloniale. L'affaire Dreyfus marque son mandat ; Félix Faure est en effet opposé à la révision du procès.

Emile Loubet

1838 – 1929 / Président de la République du 18 février 1899 au 17 janvier 1906

Républicain modéré, il devient rapidement proche de Léon Gambetta.

Maire de Montélimar, il devient député de gauche en 1876. Il participe au « Bloc des Gauches » en 1877, perdant ses mandats suite à la sanction de Mac-Mahon.

Elu au Sénat en 1885, il devient un acteur majeur de la gauche républicaine, devient rapporteur général du budget. En 1892, il devient président du Conseil et ministre de l'Intérieur mais le scandale de Panama balaye son gouvernement.

Le 1er janvier 1896, il devient président du Sénat. La mort subite de Félix Faure l'amène à se présenter aux élections. Il est élu président de la République par le Congrès réuni à Versailles. Son mandat fut marqué par la grâce du capitaine Dreyfus, la promulgation des lois sur les associations et sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Il signa l'Entente cordiale avec la Grande-Bretagne.

Armand Fallières

1841 - 1931 / Président de la République du 18 janvier 1906 au 16 janvier 1913.

De famille modeste, il devient avocat à Toulouse.

Maire de Nérac (Lot-et-Garonne) en 1871, il devient conseiller général, député puis sénateur.

Républicain de gauche, il est secrétaire d'Etat à l'Intérieur dans le cabinet de Jules Ferry.

Le 18 février 1906, il est élu par l'Assemblée nationale président de la République.

Opposant farouche à la peine de mort, il s'attache également à renforcer la Triple Entente.

Raymond Poincaré

1860 - 1934 / Président de la République du 16 janvier 1913 au 16 janvier 1920.

Avocat célèbre à Paris, il devient en 1886 conseiller général de la Meuse. Député en 1887, il gagne rapidement une réputation d'homme politique modéré et conciliant.

De 1893 à 1895, il est ministre de l'instruction publique prônant une laïcité dégagée de tout anticléricalisme, puis des finances.

Leader de la droite républicaine modéré, il se rallie au camp des dreyfusards, son mandat est marqué par la Première guerre mondiale. Le 4 août 1914, il déclare : la France « sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée ».

La nomination de Clemenceau en 1917, comme président du Conseil, éclipse son rôle.

Sa politique de rigueur budgétaire et le recours à la force après guerre pour se faire payer les réparations le rendent impopulaire. La victoire du Cartel des gauches l'amène à démissionner de ses fonctions de président du Conseil.

En 1926, il est rappelé pour faire face à la crise financière, et choisit de dévaluer le franc Germinal pour le remplacer par le franc Poincaré, d'une valeur cinq fois moindre.

Malade, il se retire ensuite de la scène publique.